

# Comment réconcilier l'économie et l'Évangile ?

La vie économique ne se réduit pas à une lutte sans merci pour obtenir des parts de marché : la preuve avec l'Économie de Communion (*enquête, p. 8-11*). Encore faut-il cesser de considérer le profit et la spéculation comme des fins en soi (*débat, p. 12-15*).

« **J'** ai compris pourquoi le nom de votre entreprise signifie "le sens de l'autre". Signé, votre banquier. » Ce message, François Mayaux le retrouve parmi les mots laissés à l'occasion des dix ans de sa société. Un anniversaire pas comme les autres, où il invite salariés et partenaires, « jusqu'au coursier qui était là avec son casque de moto ». Cette anecdote reflète l'esprit qu'entend insuffler ce dirigeant d'entreprise, à son niveau, dans la vie des affaires. Patron d'une société lyonnaise de conseil en stratégie, Altériade, il est aussi membre de l'Économie de Communion (ÉdeC) <sup>(1)</sup>, un mouvement d'entrepreneurs né dans l'orbite des Focolari (*voir encadré à droite*). Depuis trente ans, en toute discrétion, ce mouvement transforme le capitalisme de l'intérieur, en lui donnant une dimension essentielle : la capacité à rapprocher les hommes.

## Deux leviers d'action

La spécificité de l'ÉdeC réside dans l'articulation de deux leviers d'action. Le premier consiste à reverser une part des bénéfices réalisés aux plus démunis. Les entreprises donatrices font un chèque à l'ÉdeC, qui collabore ensuite avec une ONG italienne <sup>(2)</sup> en vue de répartir cette aide. Pour l'année 2014, malgré la crise, 1 million 300 000 € ont été redistribués. « Pas question ici d'assistanat, mais plutôt du financement de programmes de formation professionnelle », relève Anouk Grévin, maître de conférences en gestion à l'université de Nantes. Ce reversement du bénéfice relève souvent d'un choix personnel du dirigeant, notamment lorsque celui-ci est également actionnaire de l'entreprise.

## REPÈRES

### Des entreprises citées dans cette enquête :

- **Engrenage service** (2013), CA: 1 116 563 €, résultat net: 21 825 €, effectif: 20.
- **Altériade** (2013), CA: 2 494 329 €, résultat net: 114 229 €, effectif: 20.
- **Rampal Latour** (2013), CA: 2 700 970 €, résultat net: 353 570 €, effectif: 13.
- **Laisné** (2014), CA: 8 588 196 €, résultat net: 129 837 €, effectif: 60.

(SOURCE: infogreffe.fr).

Mais on peut imaginer l'effet positif que produirait l'officialisation de cette pratique à travers un statut ou une charte. L'idée que l'entreprise recherche le profit non plus pour lui-même, mais pour ce qu'il permet – à savoir donner –, aurait alors pignon sur rue. On réintroduirait de la gratuité dans l'économie, axe majeur de l'encyclique *Caritas in Veritate* de Benoît XVI. « Le principe de gratuité et la logique du don, comme expression de la fraternité, peuvent et doivent trouver leur place à l'intérieur de l'activité économique normale », recommande-t-il. « La charité dans la vérité, dans ce cas, signifie qu'il faut donner forme et organisation aux activités économiques qui, sans nier le profit, entendent aller au-delà de la logique de l'échange des équivalents et du profit comme but en soi. » Avec l'ÉdeC, on est en plein dans cet objectif. Et, au passage, on favorise les conditions du principe de destination universelle des biens, cher à la doctrine sociale de l'Église. « Sans nier le profit », précise Benoît XVI. Ces entrepreneurs sont bien à la tête d'affaires rentables (*voir ci-contre Repères*). Seulement, ils rendent au profit son sens. Au fond, ces hommes sont des pionniers.

Ce que confirme le deuxième levier : porter une attention prioritaire à la qualité des relations humaines, plutôt qu'aux résultats comptables de l'entreprise, d'où l'expression « Économie de communion ». Avec un pari : de la qualité des relations découlera la prospérité de l'entreprise. Ce faisant, on institue la qualité des relations comme une richesse économique à part entière. Et on invente une façon d'en parler : « En quelque sorte, on produit de la communion ! », soutient l'universitaire Anouk Grévin.

À ces deux leviers d'action, les membres croyants en ajoutent un troisième, essentiel à leurs yeux : la prière. Parmi eux, chaque matin, les chrétiens

L'Économie de Communion regroupe des entreprises désireuses d'intégrer le don et la gratuité dans leur activité.



S. EDWARDS-GETTY IMAGES

confient leur travail au Père et à celui qu'ils appellent leur « *partenaire invisible* », l'Esprit Saint, opportuniste clin d'œil à la fameuse « *main invisible* » par laquelle Adam Smith désignait les mécanismes de marché : « *Orientez nos engagements, que nous sachions impliquer nos biens matériels et richesses humaines afin de servir la justice et la dignité de l'homme au travail* ».

### Des partenaires privilégiés

Sur le terrain, le travail sur la qualité des relations concerne tous les partenaires de l'entreprise. Parmi eux, les fournisseurs. « *Lorsque notre service fabrication reçoit des devis avec des prix notoirement bas, on rappelle les imprimeurs en leur demandant s'ils ne se sont pas trompés dans leurs calculs* », remarque François Mayaux. N'est-ce pas un peu naïf ? « *On fait de vraies négociations*, répond le patron, *mais dans une mesure que l'on estime raisonnable.* »

Autre partenaire privilégié, le client. Les notions de respect, de coopération et d'écoute sont des valeurs intangibles pour Gérard Burgaud. La société qu'il dirige, Chauvin Engrenage Service, implantée dans le Jura, conçoit et fabrique des systèmes à engrenage pour les industriels et pour le génie civil. « *Les valeurs qui m'animent sont chrétiennes, mais je les vends comme la meilleure manière de* ■■■■

## Qui sont les Focolari ?

L'Économie de Communion naît dans le sillage des Focolari, mouvement lancé en 1943 à Trente (Italie). Chiara Lubich, jeune institutrice, redécouvre avec quelques compagnes la force indestructible de l'amour de Dieu. Ces femmes s'appuient sur l'Évangile, qui devient pour elles Parole de vie. Leur rayonnement et la chaleur de leurs relations leur vaudront le nom de Focolari (de l'Italien *focolare*: foyer, chaleur, âtre). Bientôt, elles se consacrent à la prière de Jésus : « *Père, que tous soient un* » (Jn 17). Peu à peu, des centaines de personnes les suivent : familles, enfants, jeunes, personnes âgées, prêtres, religieux et religieuses, laïcs engagés dans la vie sociale et

professionnelle. Plus tard, des chrétiens de toutes confessions, des croyants de diverses religions, des non-croyants même, les rejoignent. Tous y trouvent un chemin pour cultiver l'unité avec Dieu, harmoniser leur vie dans tous ses aspects et construire des relations de fraternité avec tous, quelles que soient leur appartenance religieuse ou leurs convictions. Aujourd'hui présent dans 194 pays, le mouvement compte 140 000 membres, dont 2 000 en France. Son statut d'ONG est reconnu à l'Onu depuis 1987. Le procès en béatification de la fondatrice, décédée en 2008, est ouvert dans le diocèse de Frascati (Italie) depuis le 27 janvier. ■ G. D.



Un des leviers de l'Économie de Communion : la qualité des relations humaines.

S. EDWARDS-GETTYIMAGES

## La culture de la communion irradie le rapport à la concurrence. Utopique, diront certains...

■■■ *travailler ensemble.* » L'esprit que ce dirigeant insuffle lui a déjà valu de belles surprises. Un jour, il travaille sur une pièce de moteur très compliquée. « On passe un temps fou à essayer de régler la machine. À la fin, on appelle le client en lui disant : « Écoutez, on n'y arrive pas. On vous rend la pièce. Et pour vous éviter de perdre du temps, on vous l'envoie avec tous les réglages qu'on a essayés. Vous arriverez peut-être à faire mieux que nous ». » Au bout du fil, le client n'en revient pas : « Non ! Gardez la pièce. Je viens chez vous demain matin. On va faire le boulot ensemble. » Pratiques qui, estime Gérard Burgaud, sortent totalement de la logique du métier. « En général, quand vous perdez six heures pour un client, vous l'engueulez, vous le facturez et vous l'envoyez promener ! »

### Un sain rapport à la concurrence

Dans certains cas, la culture de la communion va jusqu'à irradier le rapport à la concurrence. Xavier Charron, dirigeant de la société Laisné qui fabrique des plans de travail sur mesure en Ille-et-Vilaine, préfère d'ailleurs parler de confrères. « Parce que dans "confrère", il y a "frère". » Sa philosophie : « Chacun doit avoir la possibilité de vivre sur le marché. Parce que si nous sommes frères dans la vie, la création de valeur doit se partager ! » En conséquence, il s'interdit d'opposer une concurrence frontale à un confrère s'il considère avoir moins de talent ou de compétences que lui pour répondre aux

besoins d'un client : « J'accepte de perdre pour que l'autre grandisse ». Il sait aussi déléguer à ses confrères lorsqu'il remporte un marché légèrement trop gros pour ses équipes. « Je ne cherche pas à tirer profit de cette situation. Je coordonne seul en amont, et je partage le travail en aval. » Et il n'hésite pas à inviter un confrère à venir visiter son usine et à lui donner des informations qui peuvent l'aider. « Pas d'angélisme, bien sûr ! Il y a des informations qu'on ne donne pas. Mais il y a aussi beaucoup de choses que l'on peut partager. »

Ce sens du partage, Pierre Chevalier le pousse à son paroxysme avec sa société Inawa, détentrice d'une technologie clé dans le domaine de la transmission automobile, en Côte-d'Or. « En 2013, nous avons présenté notre technologie à des concurrents directs, nous mettant ainsi en dépendance : soit le concurrent faisait avec nous quelque chose qui pouvait l'intéresser, soit il allait chercher à capter notre technologie sans déboursier un sou. Nous avons eu un discours de vérité : notre façon d'exister comme entreprise, c'est de collaborer avec vous. À terme, notre but est de faire en sorte que nos bénéficiaires soient en partie reversés aux plus pauvres. »

Il met alors sur pied une plate-forme collaborative : les partenaires (ex-concurrents) mutualisent leurs besoins, mais aussi – et surtout – leur propriété intellectuelle. « La spécificité de l'ÉdeC, dans cette approche, est de ne pas vouloir se battre pour récupérer à tout prix la plus grosse part des royalties, explique Pierre Chevalier. C'est se mettre dans une posture où l'on est prêt, non pas à se déshabiller pour mal vendre, mais à dire : "Théoriquement, on a beaucoup à donner, et on le fait. On a aussi beaucoup à recevoir, et on accepte de recevoir moins". Ça, ce n'est pas du tout ce qu'on vous apprend dans les écoles de commerce ou de négociation ! À la limite, on vous félicite de conclure un deal où les gains sont partagés à 50-50. Nous disons, nous, qu'on donne tout ce qu'on peut, et qu'on se contente de recevoir ce qui nous paraît logique et sain pour assurer la pérennité de notre modèle économique. »

Renversant. Utopique, diront certains... Mais ça fait réfléchir !

### De bonnes relations internes

Enfin, et c'est presque le point de départ à tout esprit de communion : les relations internes à l'entreprise. En Provence, Jean-Louis Plot dirige la savonnerie Rampal-Latour. Premier acte, il cherche à rendre ses salariés solidaires des plus démunis, disant au cours d'une réunion : « On va partager une partie des bénéficiaires avec les plus pauvres ». Un salarié grogne : « Pourquoi ? Nous aussi, on est pauvres ! » Jean-Louis Plot cherche alors une alternative. L'idée lui vient finalement de recruter via une association d'insertion par le travail. Un beau jour, un jeune homme fait son intégration, pris en charge par le salarié grognon. À la surprise du salarié, le nouveau

venu est plus pauvre que lui : hébergé par une association, pas de compte bancaire, cherchant à reprendre pied dans la vie. « Cette collaboration s'est très bien passée, et toute l'équipe a eu le bonheur de voir cette personne retrouver progressivement un équilibre. » Depuis, par rotation, cinq autres recrues ont repris confiance en elles grâce à la bienveillance collective.

Deuxième acte : la résolution des conflits. Chez Rampal-Latour, on a institué que, en cas de conflit, celui qui a élevé la voix quitte la pièce. Puis l'une des deux parties fait le premier pas pour renouer le dialogue. « Sur le papier, c'est très bien, mais dans la réalité, évidemment, ça se complique. » Cette politique porte tout de même ses fruits. « Quand on a réfléchi tous ensemble aux valeurs de l'entreprise avec l'aide d'un consultant, les mots "unité" et "relation" ont recueilli des suffrages unanimes. » Plus facilement unanimes dans la mesure où ils sont peu nombreux puisque l'ÉdeC – à ce stade – ne concerne que des entreprises à taille humaine.

On attend avec impatience une Économie de Communion version multinationale. ■ **Guilhem Dargnies**

(1) [economie-de-communion.fr](http://economie-de-communion.fr).

(2) [www.amu-it.eu](http://www.amu-it.eu).

Suite p. 12-15.

## Petite histoire de l'Économie de Communion

Tout commence un matin de 1991, lorsque Chiara Lubich, fondatrice des Focolari, observe depuis le hublot de son avion le désolant spectacle des bidonvilles amoncelés au pied des gratte-ciel de la capitale brésilienne.

Le contraste entre pauvreté et richesses extrêmes lui inspire le discours qu'elle s'appête à tenir aux membres de son mouvement impliqués dans la vie économique au Brésil. Devant ce parterre de dirigeants, elle se met à imaginer une façon nouvelle d'évangéliser l'économie et le monde du travail à partir de sa cellule de base : l'entreprise. Depuis, malgré trente ans d'existence, ce mouvement

fait assez peu parler de lui. Il regroupe aujourd'hui un peu plus de sept cent cinquante dirigeants d'entreprise dans le monde, et une trentaine en France. Ses membres ont toutefois su transmettre le fruit de leur expérience à l'Église universelle à travers la publication de l'encyclique *Caritas in Veritate* de Benoît XVI (2009), qu'ils ont inspirée. L'avènement de l'économie sociale et solidaire aidant, certains économistes étudient désormais le comportement des acteurs de l'ÉdeC à travers publications et colloques. Le prochain congrès international du mouvement a lieu à l'Université de Nairobi (Kenya), du 27 au 31 mai. ■ **G. D.**



POUR CHAQUE MÉDAILLE ACHETÉE, UNE CHAÎNE EN OR À 1 EURO  
avec le code promo CHY



**155 €**  
**ESQUISSE COLOMBE**  
médaille or 18 carats,  
16 mm, 1.20 gr



**140 €**  
**VIERGE À L'ENFANT**  
médaille or 9 carats,  
18 mm, 2.20 gr



**150 €**  
**CHRISME MARTELÉ**  
médaille or 9 carats,  
18 mm, 1.80 gr

© 2015 Carat. Tous droits réservés. Toute réimpression sans autorisation est formellement interdite.

04 91 04 07 66  
[www.premier-carat.com](http://www.premier-carat.com)

# Pourquoi notre économie marche sur la tête

**Entretien** L'économie est malade parce que, devenue folle, elle tourne sur elle-même. Mais il existe, affirment les philosophes Laurent Fourquet et Paul Clavier, des repères pour s'en sortir.



Laurent Fourquet et Paul Clavier.

**V**os livres (voir p. 15) décrivent l'un et l'autre une économie déconnectée de la réalité. Qu'est-ce qui vous inspire cette analyse ?

**Laurent Fourquet** – Je constate un éloignement croissant entre le monde magique de l'économie moderne et ce qu'on pourrait appeler la réalité physique, celle de nos besoins et celle de nos ressources effectives. L'économie moderne génère une réalité autre que la réalité physique. En particulier, elle nous fait croire que nous sommes des acteurs libres et responsables, alors qu'elle ne fait que susciter et ordonner nos désirs pour les métamorphoser en besoins.

**Paul Clavier** – Pour moi, l'éloignement entre économie et réalité vient de ce que l'économie a perdu sa finalité, qui est la recherche du bien commun. On le voit à travers l'usage de la monnaie.

Dans l'idéal, celle-ci devrait avoir pour fonction d'exprimer un travail concret, afin que ce travail permette la satisfaction de besoins humains légitimes à travers des échanges différés. En d'autres termes, la monnaie devrait être uniquement un instrument d'échange, une unité de compte. Mais elle est devenue un instrument de réserve. À partir de quoi elle est devenue sa propre fin. « *Fou que tu es, ta vie, on te la reprend ce soir !* »

**Que pensez-vous de la loi Macron ?**

**L. F.** – Du point de vue de l'analyse que je développe dans mon ouvrage, la remise en cause du repos dominical montre bien qu'un jour qui n'est pas consacré à la consommation est désormais perçu comme perdu, puisque ne pas consommer est – au sens propre du terme – « perdre » son temps. De façon générale, tout ce qui, dans la « gestion » du temps, comme l'on dit, n'est pas fluide, ajustable, adaptable à l'exigence de consommation de tout et partout, devient une anomalie, parce que cette supposée « rigidité » affecte la rentabilité d'ensemble du système.

**P. C.** – Laurent Fourquet a raison. Pourquoi travaille-t-on ? Est-ce pour sacrifier à l'idole de la consommation, ou pour satisfaire des besoins légitimes ? Parmi ces besoins, il y a celui d'un repos dominical, où l'être humain est invité à reconnaître qu'il n'est pas seulement producteur ou consommateur, mais aussi contemplateur.

**Le nœud, selon vous Paul Clavier, c'est la place du crédit dans nos sociétés.**

**P. C.** – Je pense qu'il y a un lien profond entre la rémunération du crédit et l'asservissement de nos sociétés à l'argent et à la dette. La philosophie implicite du crédit, c'est qu'on peut faire de l'argent avec le travail d'autrui. En façade, le crédit, c'est la confiance, le pari sur l'avenir, l'effet de levier, la circulation monétaire qui galvanise l'initiative. La face cachée du crédit, c'est la servitude de la dette.

**L. F.** – L'engendrement de l'argent par l'argent est aussi vieux que l'histoire des échanges économiques.

La singularité de notre époque, c'est que l'argent est désormais le seul critère légitime pour signifier la valeur d'une chose, et donc que l'argent fonde effectivement cette valeur. Nous croyons à cette valeur, même si un bien vaut zéro aujourd'hui et 1 milliard d'euros demain. Nous comprendrons mieux l'économie moderne lorsque nous aurons interrogé cette croyance aveugle, qui aurait stupéfié la plupart de nos prédécesseurs.

**P. C.** – Je ne suis pas d'accord avec l'idée que l'argent faisant des petits est une pratique aussi ancienne. On a su réguler cette pratique : la jeune République romaine s'est étripée à cause de cela. Et puis, chez les Hébreux puis les Juifs, il y a eu cette fameuse économie jubilaire.

#### Qu'est-ce que l'économie jubilaire ?

**P. C.** – C'est l'institution selon laquelle, tous les sept ans, on libère les esclaves pour dettes et, tous les cinquante ans, on redistribue com-

« L'économie a perdu sa finalité, qui est la recherche du bien commun. »

(Paul Clavier)

plètement la terre. Ce n'est pas du communisme, mais la destination universelle des biens communs prise au sens propre ! Dans *Caritas in Veritate*, Benoît XVI affirme que l'économie jubilaire contient *in nuce* [en germe] la doctrine sociale de l'Église.

Le bonheur des vrais chefs d'entreprise, c'est de prendre une boîte qui boite, et de la faire marcher. Et non de dévorer les autres ! De rendre à chacun la dignité de participer à la production des biens et à la prestation des services qui contribuent au bien commun. Et de redistribuer les cartes, quand le jeu de l'échange tourne au jeu de massacre. La doctrine de l'Église est exigeante : « Nul n'est fondé à réserver à son usage

*exclusif ce qui passe son besoin, quand les autres manquent du nécessaire » (Populorum progressio, n° 23).*

#### Recommandez-vous un transfert de propriété privée quand on a des mètres carrés en trop, ou bien une simple mise à disposition ?

**P. C.** – Une mise à disposition volontaire, inspirée des Apôtres qui « partageaient le produit de leurs biens entre tous, selon les besoins de chacun » (Ac 2, 44-45). Tant que les chrétiens ne rendent pas ce témoignage, leur foi dans les vrais biens passera toujours et encore pour de l'hypocrisie. *Gaudium et spes* nous y exhorte : « L'homme dans l'usage qu'il en fait ne doit jamais tenir les ■■■■



La Couronne

04 96 10 33 19 | maisonlacouronne.com



« L'argent est désormais le seul critère légitime pour signifier la valeur d'une chose. » (Laurent Fourquet)

■ ■ ■ *choses qu'il possède légitimement comme n'appartenant qu'à lui, mais les regarder aussi comme communes* ». Concrètement, si mes enfants sont en train de quitter le domicile familial, je me retrouve avec des mètres carrés libres. Est-ce qu'ils m'appartiennent ? Juridiquement, oui. Mais moralement ? L'Église me dit : attention, quel usage vas-tu en faire ?

L'Église nous rappelle que la propriété privée n'est pas un droit absolu, mais un droit relatif. Dans *Gaudium et spes*, je lis encore : « Dieu a destiné la Terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples. En sorte que les biens de la Création doivent affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité ». Il en va de même pour l'argent. Retrouvons sa fonction légitime, qui est d'être un instrument d'échange et une unité de compte, pas un bien productif en soi.

**L. F.** – Selon Aristote, il y a deux façons de concevoir le rapport d'une société à l'argent. L'une, qu'il juge bonne et qu'il appelle « économie », consiste à allouer les ressources nécessaires aux besoins légitimes. L'autre, qu'il juge mauvaise, qu'il appelle la « chrématistique » : c'est l'approche prédatrice des spéculateurs qui

tendent notamment de créer du besoin là où il n'y en a pas, et en profitent pour s'enrichir indûment. Dès lors, la bonne économie consiste non pas à « créer de la valeur » mais, au contraire, à reconnaître la valeur juste des choses, qui préexiste à son appréciation économique, et à authentifier cette valeur sous la forme d'un juste prix.

Notre époque se caractérise par le triomphe de la chrématistique : c'est désormais le prix du bien qui nomme la valeur d'une chose, laquelle n'a plus qu'à se conformer passivement à la mécanique des prix et à leur évolution permanente.

Aristote partait du principe que les choses ont une valeur effective, raisonnable, ne pouvant être contestée. Aujourd'hui, tout le monde admet, comme une évidence, que les choses n'ont pas de valeur en soi, qu'elles ne peuvent être appréhendées autrement que par le prix et que, si le prix varie, c'est qu'il a économiquement raison de varier. Dire « Il n'y a qu'à euthanasier les banquiers, nationaliser le crédit » est une réponse un peu facile à la crise actuelle : elle nous exonère à bon compte de notre adhésion à l'hallucination collective à laquelle notre système se ramène de plus en plus.

**P. C.** – Après les grandes crises, la nationalisation du crédit a eu de bons résultats. Pourquoi avons-nous eu les Trente Glorieuses ? Parce que l'émission de monnaie était proportionnelle à la réalité des services et des biens produits ou projetés. Qu'on regarde la notion de prêt à usage, dans le Code civil : « Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi » (art. 1875). « Ce prêt est essentiellement gratuit » (art. 1876). Voilà l'héritage chrétien. Qu'ensuite, on fasse intervenir des pénalités quand le prêt n'est pas remboursé à temps, pourquoi pas. Mais il doit s'agir d'indemniser celui qui a besoin de la somme qu'il a prêtée, non de placements juteux.

**Comment voulez-vous que le banquier se rétribue si le crédit n'est pas rémunéré ?**

**P. C.** – Le salaire du banquier est légitime dans la mesure où il rend un service : la facilitation et la sécurisation des moyens de paiement. Je ne dis pas « mort au crédit » ! Mais est-il juste qu'un capital monétaire génère un profit ? C'est le symptôme d'une appropriation des biens fondée sur l'amour de l'argent, dont saint Paul dit qu'il est « la racine de tous les maux ». Le crédit ne doit pas être un *business* dans lequel on spéculer sur la dépendance économique et le besoin de liquidités, mais un service de mise à disposition de moyens de paiement. Seuls les frais de gestion devraient intervenir.

**L. F.** – Je pense que la financiarisation actuelle de l'économie n'est jamais qu'une réponse au besoin de rentabiliser le système. Confronté à une crise générale de rentabilité de la production des biens de consommation, le système va chercher dans la productivité financière, dans la création d'argent à partir de l'argent, l'oxygène dont il a besoin pour permettre un accroissement continu de la consommation des biens. La financiarisation de l'économie n'est donc que de l'ordre des moyens. Or, c'est la fin qu'il faut remettre en cause. La finalité de l'économie est-elle d'accroître le stock de consommation ? « Être plus », est-ce nécessairement « avoir plus » ?

**Pour vous, Laurent Fourquet, la valeur des choses est devenue totalement subjective. En quoi est-ce inquiétant ?**

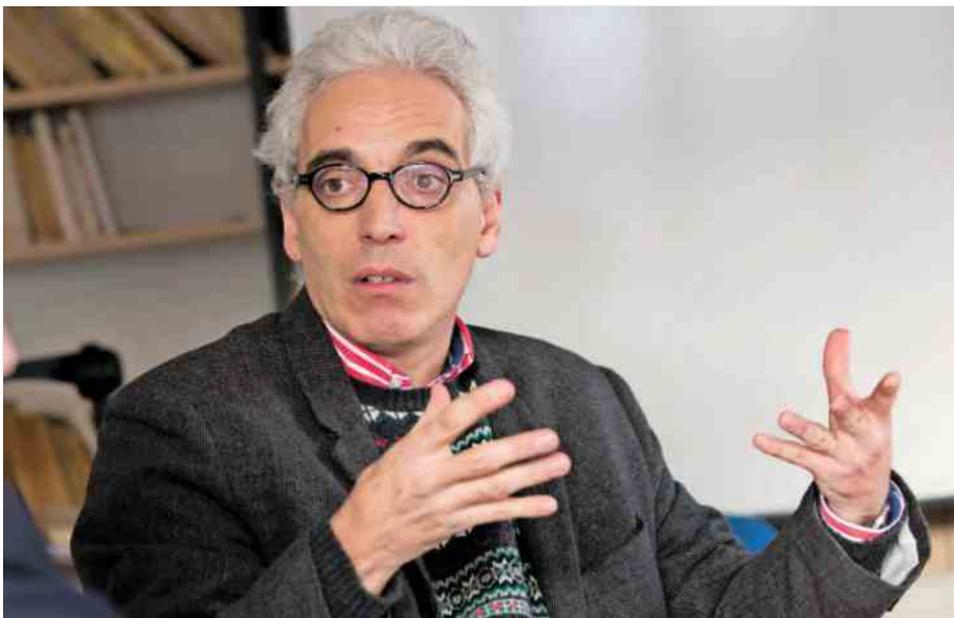
**L. F.** – Regardez les *subprimes*.

Rapprochez cela du mécanisme par lequel les gens adhèrent aux bulles spéculatives. Les acteurs économiques s'enfoncent dans des comportements mimétiques, d'imitation, de prestige, parce que donner de la valeur à ce qui n'en a pas est aujourd'hui la meilleure méthode pour que le consommateur ait le sentiment de consommer davantage, sans que le stock de biens de consommation soit trop coûteux à produire !

Relisez *Obélix et Compagnie* : l'histoire d'un livreur de menhirs manipulé par Rome, qui se met à produire des menhirs de manière industrielle parce que, pendant un temps, tout le monde veut un menhir, celui-ci étant devenu le bien jalosé par le voisin. Ce qui se termine par l'effondrement du cours du menhir, puis de l'économie, et cet échange entre Panoramix et Astérix : « *Le plus drôle, c'est que personne n'a jamais su à quoi servait un menhir !* » On en est là !

#### Et comment, concrètement, sortir du credo consumériste ?

**L. F.** – Pourquoi le christianisme suscite-t-il, à l'heure actuelle, une telle acrimonie de la part des « élites » dirigeantes occidentales ? Parce qu'il est le dernier discours audible en Occident mettant radicalement en question la croyance selon laquelle vivre, c'est s'approprier les choses et que donc, plus on s'approprie les choses, plus on vit. C'est pourquoi,



« La force du christianisme, c'est de ne pas séparer justice et charité. » (Paul Clavier)

j'en suis convaincu, une sortie hors du système passe par un retour en profondeur vers ce que le christianisme nous dit du juste rapport aux choses, de la valorisation du don, du fait que nous ne sommes pas des propriétaires de la terre, mais

des intendants du maître du domaine.

**P. C.** – La force du christianisme, c'est de ne pas séparer justice et charité. ■

**Propos recueillis par Charles-Henri d'Andigné et Guilhem Dargnies.**  
Photos: Sébastien Calvet, pour FC.

## Deux livres

### **Le Moment M4. Comment l'économie devient une divinité mystérieuse**



par Laurent Fourquet,  
éd. François Bourin,  
374 p., 26 €.

Haut fonctionnaire, philosophe et économiste, Laurent Fourquet retrace dans ce livre original ce qu'il appelle la « *généalogie de la valeur* ».

Aujourd'hui, c'est le prix (fluctuant) qui fait la valeur des choses. Or, rappelle-t-il, pour Aristote et, à sa suite, les scolastiques du Moyen Âge, les choses ont une valeur en soi. Ce n'est qu'au terme d'une très longue évolution que la valeur d'un bien est devenue totalement subjective. D'où les bulles spéculatives qui polluent notre économie. ■ **C.-H. A.**

### **La fourmi n'est pas prêteuse. Conversations impertinentes sur l'argent**



par Paul Clavier,  
Salvator,  
138 p., 16 €.

Philosophe, professeur à Normale sup, Paul Clavier met en scène un dialogue entre un banquier et sa stagiaire. Un inventaire des arguments à charge et à décharge du crédit défilent sur un ton plein d'humour, permettant à chacun d'interroger le rapport que nos sociétés entretiennent avec l'argent. « *Vous vous mêlez de réformer un système auquel vous n'entendez rien ! – Les promoteurs du système que vous vantez tant ont été eux-mêmes suffisamment incompetents pour mettre en place des mécanismes qui leur échappent totalement.* » Instructif et facile d'accès. ■ **G. D.**